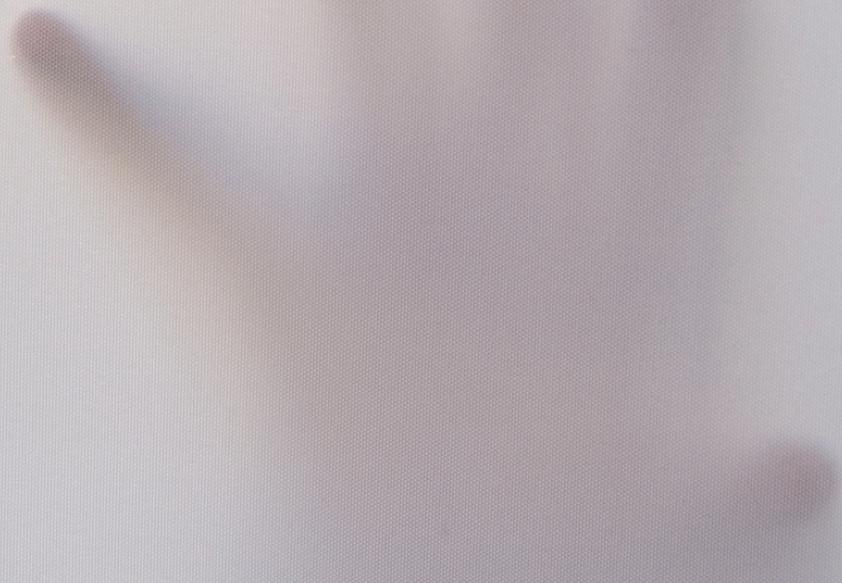


MANUEL DE DÉSINTOXICATION INTELLECTUELLE POUR POST- COLONISÉS LUCIDES



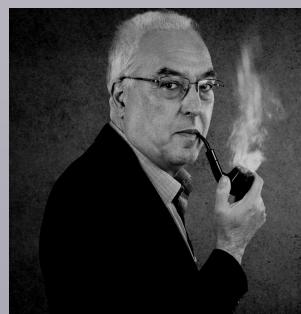
**ZEINAB BENCHAKROUN
&
ADNANE BENCHAKROUN**

2025

MASTURBATION MENTALE ENTRE COUSIN(E)S

“ Nous avons choisi un format en dix questions-réponses, car le sujet — la décolonisation des esprits — est aussi vaste que piégé. Plutôt que de dérouler un essai linéaire et parfois indigeste, nous avons préféré un échange à deux voix, un débat vivant, où les accords et désaccords s'entrechoquent. Ce dialogue, parfois complice, parfois contradictoire, nous semblait plus accessible, plus incarné aussi. Si penser est un sport de combat, alors autant que ce soit avec un peu d'humour, de nuance, et, on l'espère, une meilleure digestion intellectuelle”

**ZEINAB BENCHAKROUN
&
ADNANE BENCHAKROUN**



Sommaire

Introduction

Réflexion initiale sur la globalisation, la domination structurelle du Nord et les impacts sur les savoirs locaux. Mise en contexte du concept de "décolonisation des esprits".

1. Décoloniser pour revaloriser les savoirs locaux

Les multinationales et la "corporatocratie" L'illusion du transfert Nord-Sud de savoirs L'érosion des structures sociales traditionnelles du Sud L'importance de préserver les savoirs médicaux et agricoles Contrepoint de l'Avocat du Diable : l'opportunité d'hybridation, la résilience des savoirs traditionnels, l'utilité de la globalisation sous conditions

2. Éducation et décolonisation

Nécessité d'un changement radical du système éducatif Redonner sens à l'histoire, aux identités multiples et aux savoirs marginalisés L'importance d'un enracinement culturel pour une ouverture saine Contrepoint de l'Avocat du Diable : promouvoir une cohabitation entre valeurs locales et standards internationaux

3. Médias et esprit critique

Rôle de la propagande médiatique dans la reproduction des modèles dominants Edward Said et l'orientalisme Importance de diversifier les sources et d'exercer l'esprit critique Contrepoint de l'Avocat du Diable : relativiser la critique, chercher des voix alternatives au sein des médias occidentaux

4. Démarche individuelle et collective

Nécessité d'une introspection individuelle Importance de l'ancrage communautaire pour accompagner le processus Contrepoint de l'Avocat du Diable : les résistances sociales, le réalisme d'un changement incrémental

5. Arts, cinéma et littérature comme vecteurs de domination culturelle

Hollywood et la fabrique des stéréotypes L'instrumentalisation de la mémoire historique La marginalisation des productions non occidentales Contrepoint de l'Avocat du Diable : reconnaître l'évolution du paysage culturel global, l'accès croissant à d'autres cinémas via les plateformes numériques

6. Environnement et décolonisation

La « polycrise » et les racines structurelles du désastre climatique Appel à une vision éco-centrique et systémique Contrepoint de l'Avocat du Diable : les limites pratiques et géopolitiques d'une telle transition Exemples de greenwashing et d'inaction politique lors des COP

7. Scepticisme climatique et déni organisé

Rôle des compagnies pétrolières dans la désinformation Le sabotage de la responsabilité collective Contrepoint de l'Avocat du Diable : pluralité des motivations derrière le scepticisme climatique

8. Héritages coloniaux et rapport à la consommation

Le « tapis roulant » du consumérisme hérité du colonialisme La marchandisation de la nature et des individus Contrepoint de l'Avocat du Diable : rôle actif des sociétés dans la perpétuation du modèle consumériste

Préambule – Pourquoi nous avons décidé de nous "masturber l'esprit"...

Nous aurions pu choisir le silence. Après tout, à nos âges, beaucoup se contentent de commenter l'actualité depuis leur fauteuil, un thé à la menthe à la main, en se disant que le monde va comme il va, et que ce n'est plus vraiment notre affaire. Mais voilà, moi, Adnane Benchakroun, senior marocain à la retraite active – et très active parfois – et ma chère cousine Zeinab, décidément plus tenace que le vent d'Est en hiver, avons fait le choix inverse : celui de la parole. De la réflexion. De la remise en question. Oui, de cette fameuse gymnastique cérébrale que certains appellent, non sans une pointe de mépris, une masturbation de l'esprit.

Mais à bien y réfléchir, qu'est-ce qui nous empêche de penser, encore et toujours ? De questionner ce monde qui semble parfois tourner en boucle sur lui-même, comme un disque rayé de promesses globalisées, d'innovations salvatrices et de croissance infinie ? Nous avons vu passer les grandes idéologies, les petits arrangements, les mirages de l'indépendance et les illusions de la modernité. Et à chaque décennie, la même rengaine : restez à votre place, consommez ce qu'on vous vend, rêvez ce qu'on vous prescrit.

Alors non. Nous avons voulu écrire ce livre non pas pour donner des leçons, mais pour secouer la poussière accumulée sur nos systèmes de pensée. Pour réinterroger nos évidences. Pour comprendre pourquoi, malgré les indépendances politiques, nos esprits restent encore colonisés. Pourquoi nos savoirs, nos traditions, nos récits et nos langues sont si souvent relégués au rang de folklore, pendant que d'autres imposent leurs paradigmes, leurs écrans, leurs mots et leurs silences.

Écrire ce livre, c'était aussi une manière de résister – à notre manière, paisible mais déterminée. De dire que nous refusons de mourir intellectuellement avant l'heure. Que penser n'est pas un privilège réservé à une élite académique ou à une jeunesse connectée. C'est un droit vital, pour toute société qui aspire à ne pas seulement survivre, mais à se comprendre, à s'inventer, à se libérer.

Nous l'avons écrit à deux voix, parfois d'accord, souvent en débat. Car oui, même entre cousins, il arrive qu'on ne partage pas la même analyse, les mêmes mots, les mêmes espoirs. Et c'est tant mieux. L'un incarne l'avocat du diable, l'autre la militante de l'esprit critique. L'un croit aux compromis, l'autre appelle à la rupture. Ensemble, nous avons cherché à comprendre ce que signifie, aujourd'hui, la décolonisation des esprits. Pas comme un slogan. Pas comme un devoir de mémoire figé. Mais comme une voie d'avenir.

Ce livre est une invitation. À penser contre soi, parfois. À douter. À se réapproprier. À rire, même, de nos contradictions. Car si penser librement est une masturbation de l'esprit... alors autant y prendre du plaisir.

1-Question : Comment la décolonisation des esprits peut-elle redonner de la valeur aux savoirs et traditions locales dans un monde de plus en plus globalisé ?

Zeinab Benchakroun :

Le monde est en effet de plus en plus globalisé. Les bénéficiaires de cette globalisation sont les compagnies transnationales dont le pouvoir d'influence politique et militaire se renforce et les inégalités humaines s'accentuent. Plusieurs intellectuels, dont le politologue américain Sheldon Wolin (1) et le sociologue américain William I. Robinson (2), parlent de « corporatocratie » pour décrire comment le capitalisme mondialisé a donné naissance à une classe capitaliste transnationale (les multinationales, les dirigeants politiques, les médias, les institutions internationales et d'autres acteurs tels que des puissantes ONG) qui contourne les lois, les réglementations et les processus démocratiques via le lobbying, la corruption et l'évasion fiscale. Il s'ensuit que les états deviennent les relais des intérêts du capital global.

La globalisation permettrait en théorie un transfert de savoir Nord-Sud, en dehors des BRICS qui ont commencé à prendre leur indépendance. En réalité, d'après Robinson, ce transfert renforce les asymétries de pouvoir et la dépendance économique. En effet, le Nord développe l'innovation et la technologie nécessaire pour asseoir encore plus ses modèles tandis que le Sud reçoit ce savoir au compte-gouttes pour qu'il n'en est jamais la maîtrise et pour qu'il garde toujours sa dépendance vis-à-vis du Nord. Il en résulte aussi que le Sud a détruit ses structures sociales traditionnelles pour être un bon élève du FMI et de la Banque Mondiale et rester dans les bonnes grâces de ses sponsors et alliés.

La décolonisation des esprits, c'est d'abord de reconnaître notre état de dépendance vis-à-vis du monde occidental, principal générateur de la crise planétaire actuelle. Sans cette reconnaissance, nous n'avons pas de réelle motivation pour revaloriser nos savoir-faires locaux, sauf pour le folklore et l'artisanat qui font partie de notre branding dans le secteur du tourisme.

Aussi, avant de se demander si la décolonisation des esprits peut redonner de la valeur au savoir local, on peut se demander si la volonté est là. A quel point voulons-nous nous recentrer sur notre savoir local ? Sommes-nous dans une remise en question du modèle ?

Sommes-nous prêts pour affronter les risques inhérents à cette remise en question ? Qui a intérêt à garder le statu quo ? Ou bien sommes-nous dans l'attente, comme tout le monde, que la planète nous fixe les limites du système ? Sommes-nous dans l'espoir que le modèle dominant se réforme de lui-même ? Quel est notre degré de confiance dans les chances que cette réforme ait lieu à temps ? Sommes-nous actifs ou passifs dans cette réforme ?

Cette réforme, si elle a lieu, servira-t-elle l'intérêt collectif ou celle des élites ? En attendant d'y voir clair, peut-être pouvons-nous essayer l'approche ascendante dans tous les cas, œuvrer à préserver nos savoirs et traditions locales avant leur disparition, par exemple sur le plan médicinal et sur le plan agricole, et peut-être cela renforcera la confiance en nous et nous motivera à aller sur le chemin de la décolonisation des esprits.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ta vision de la décolonisation des esprits repose sur une critique bien fondée de la domination structurelle du Nord et des forces économiques transnationales. Cependant, prenons un moment

pour questionner certains de ces concepts, ainsi que les possibilités réelles de cette « décolonisation ».

Tout d'abord, ce que tu décris comme une dépendance forcée du Sud par le biais du «transfert de savoir» Nord-Sud pourrait aussi être interprété comme une forme d'échange où le Sud a une marge d'action non négligeable. Bien que les institutions financières internationales jouent indéniablement un rôle dans la structuration économique des pays en développement, celles-ci n'agissent pas toujours de manière unilatérale. En effet, de nombreux pays du Sud, particulièrement ceux des BRICS comme tu l'as mentionné, parviennent à réinterpréter et à adapter ces modèles à leur contexte. Ils investissent dans la recherche et l'innovation locale et réinventent leurs propres trajectoires de développement. L'idée d'une domination totale du Nord pourrait ainsi être nuancée par des contre-exemples de nations qui, bien qu'initialement dépendantes, ont su se réapproprier des outils et des modèles pour développer une certaine autonomie.

Ensuite, sur la notion de « corporatocratie », si les multinationales exercent un poids important, il serait simpliste de les voir comme les seules bénéficiaires de la globalisation. Dans les faits, la mondialisation a également permis à de nombreuses régions du Sud de sortir de la pauvreté et d'améliorer leur accès aux soins, à l'éducation, et à des technologies modernes. Certes, il reste des défis, mais cette approche doit aussi prendre en compte les aspects positifs de la globalisation. De plus, les compagnies transnationales investissent souvent dans des économies locales en créant des emplois et en stimulant le commerce. Peut-être devrions-nous alors poser une question critique : comment maximiser les avantages de leur présence tout en minimisant leur pouvoir d'influence indésirable ? Plutôt que de rejeter ces entreprises, des stratégies de régulation et de négociation pourraient représenter une voie d'action plus réaliste pour les pays du Sud.

Sur l'idée de revaloriser les savoir-faire locaux, tu sembles suggérer qu'ils sont en voie de disparition, limités au « folklore et à l'artisanat » pour le tourisme. Or, cela sous-estime la résilience de ces savoirs. En Afrique de l'Ouest, par exemple, les pratiques agricoles locales ont souvent prouvé leur efficacité face aux changements climatiques, et elles sont progressivement intégrées dans des programmes de développement durable. Cette résilience témoigne du fait que la valorisation des savoir-faire locaux ne doit pas nécessairement être perçue comme une opposition au modèle dominant, mais comme un complément pouvant renforcer la souveraineté économique. Nous pourrions aussi discuter de l'importance de l'éducation pour promouvoir ces connaissances, en les intégrant aux programmes scolaires et universitaires, de sorte qu'elles soient reconnues et pratiquées par les jeunes générations.

Pour finir, la décolonisation des esprits telle que tu la décris semble impliquer une rupture drastique avec le modèle économique actuel. Mais une transformation aussi radicale est-elle réellement envisageable, et surtout, est-elle souhaitable dans le contexte mondial d'aujourd'hui ? Une adaptation progressive, où les pays du Sud s'engagent dans une hybridation des modèles en intégrant leurs propres valeurs et connaissances, pourrait être une approche plus pragmatique. Cela permettrait une transition plus douce vers un modèle qui respecte à la fois les réalités locales et les exigences d'un monde interconnecté.

En somme, la décolonisation des esprits, certes louable, pourrait se renforcer par des stratégies d'adaptation et de compromis plutôt que par une remise en cause totale du modèle actuel. La clé n'est peut-être pas de « décoloniser » complètement, mais de « rééquilibrer » pour trouver des voies de développement à la fois locales et globales.

Zeinab Benchakroun :

Un rapport de l'UNESCO en 2023 sur la décolonisation de la science (3) met en lumière les inégalités structurelles dans la coopération scientifique internationale et révèle la persistance des dynamiques coloniales sous des nouvelles formes. Il y a une dissymétrie entre la taille de la recherche & développement R&D dans les pays du Nord et dans les pays du Sud. Les investissements des pays développés dans le domaine de la recherche sont colossaux. Les chiffres de l'Unesco (4) révèlent qu'en 2021, les dépenses en R&D ont atteint 710 milliards de dollars pour les Etats-Unis (3,5% du PIB), loin derrière 129M\$ pour l'Allemagne, 63M\$ pour la France et 21M\$ pour Israël.

Dans un monde idéal, on pourrait dire que peu importe où la recherche se fait, elle bénéficie à toute l'humanité. La réalité en est toute autre. Le savoir est une source de pouvoir, qu'il soit militaire, économique, politique ou géopolitique. Il est donc jalousement protégé. Tout un arsenal est mis en place, de brevets et licences pour rémunérer les inventeurs et leurs sponsors, des lois et des sanctions pour les espions. La science au service de la guerre, la Big Science, ne date pas d'aujourd'hui mais a pris une ampleur phénoménale au vingtième siècle avec l'arme atomique, la Guerre des Etoiles ou le bouclier antimissile. Elle bénéficie des plus grands moyens et permet de développer les outils de destruction les plus sophistiqués. Elle est menée dans le cadre du secret de la défense nationale. Souvent, les utilisations civiles (cryptage des données, navigation par satellite) viennent bien après, lorsque les militaires sont passés à une phase plus avancée de la technologie.

La coopération scientifique internationale est encadrée par des accords mais elle se fait en silo, c'est-à-dire entre alliés géopolitiques. La science développée par les non alliés de l'Occident est très mal vue (que ce soit la Chine, la Russie ou l'Iran) et est souvent l'origine de

tensions qui frisent le conflit. Même lors de transfert de technologie, le Nord s'assure de garder la main sur le savoir, sur les compétences ou sur les évolutions techniques. Le transfert de technologie n'est pas gratuit. Les entreprises le vendent au prix fort, souvent sous couvert de prêts au développement accordés par la Banque Mondiale ou de subventions arrachées aux états déjà pauvres.

De plus, à mon sens, Il faut nous interroger sur les limites à imposer à la science et à la technologie pour son utilisation militaire, et prendre en compte des considérations d'éthique, comme ce fut un temps le cas pour les armes atomiques. L'espace devrait être non-militarisé et les manipulations d'ordre génétique strictement encadrées. Les industries de défense devraient être gérées par des règlements internationaux, telle la convention de Genève sur les armes inhumaines. Dans ce contexte, il est difficile de parler d'échanges et le Sud a une marge de manœuvre plutôt réduite.

Si la globalisation a réduit l'extrême pauvreté, permis la création d'emplois, augmenté la classe moyenne et ouvert l'accès aux technologies dans le domaine médical et numérique, elle a surtout renforcé le néolibéralisme. En définitive, pour nous, la question est : la globalisation a-t-elle permis le développement ? La croissance qu'elle génère est capturée par les plus riches et par les profits des multinationales qui sous-traitent la production de leurs biens là où la main d'œuvre est bon marché et les lois du travail et environnementales peu restrictives tandis que le Sud reste le fournisseur des ressources. Oxfam dénonce depuis plusieurs années la concentration des richesses. Dans son rapport 2024 (5), 1% des plus riches de la Terre ont plus de richesses que 95% des plus pauvres de la population mondiale ; les milliardaires contrôlent un tiers des 50 plus grandes multinationales d'une valeur boursière de 13 300 milliards de dollars ; ces ultra-riches ont la main mise sur les économies mondiales et influencent les règles et décisions politiques au niveau

international. L'ONG Tax Justice Network révèle l'ampleur de l'évasion fiscale des multinationales et des ultra-riches (6). En 2023, 40% de leurs profits sont allés dans les paradis fiscaux tandis que les particuliers ont caché plus de 10 000 milliards de dollars dans les zones offshore.

Un autre indicateur est le surendettement des pays du Sud vis-à-vis des institutions multilatérales, des pays riches ou encore des banques privées qui leur appliquent des taux d'intérêts élevés. D'après l'ONG Jubilee Debt Campaign (7), en 2022, plus de la moitié des pays de développement consacrent plus d'argent au remboursement de leur dette extérieure qu'à leurs systèmes de santé, ce qui aggrave les crises sociales et économiques. Le prix Nobel d'économie 2001, Joseph Stiglitz, critique (8) le dogme du « libre-échange » qui présente la mondialisation comme la solution universelle, le rôle du FMI, de l'OMC et de la Banque Mondiale dans l'affaiblissement des états du Sud et les règles commerciales qui sapent la souveraineté des états.

Sur ce sujet, la décolonisation des esprits consiste d'abord à arrêter l'hémorragie, à ne plus tomber voire de continuer à vendre des mythes tels que le « libre » échange, la « globalisation » ou le « monde est un village » dans nos discours, dans nos systèmes de référence ou dans nos écoles. La remise en cause ne devrait pas faire peur car elle permet de poser des questions, de sortir d'un simili statu quo (qui profite à certains), de construire une culture de courage et d'imagination. Ensuite, cette pensée décolonisée collective pourrait nous permettre d'être libres, créatifs, intelligents et sages pour trouver des voies de développement locales, régionales, bilatérales, multilatérales et globales.

2-Pensez-vous que la décolonisation des esprits doit passer par un changement radical dans les systèmes éducatifs actuels ? Si oui, comment ?

Zeinab Benchakroun :

Pour moi, les systèmes éducatifs doivent refléter la société que l'on vise. Si nous sommes sur un chemin d'indépendance vis-à-vis du modèle hégémonique, il faut effectivement un changement radical. L'éducation doit former des Marocains ancrés dans leur culture et leur histoire, et tournés vers un avenir où ils ont leur mot à dire, où ils sont capables de créer et d'innover les savoir-faires nécessaires aux défis de leur époque.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ton appel à une refonte du système éducatif pour ancrer les élèves dans leur culture et leur histoire est noble, mais un tel changement radical est-il vraiment nécessaire ou même réalisable dans un monde aussi interconnecté ? Permet-moi de nuancer cette perspective.

La globalisation n'est pas seulement un modèle imposé ; c'est également un processus d'échanges, où les connaissances circulent dans les deux sens. Plutôt que de voir l'éducation marocaine comme dépendante d'un modèle hégémonique, il est possible de l'envisager comme un terrain où des savoirs divers, locaux et internationaux, peuvent se rencontrer et coexister. Le système éducatif n'a pas à choisir entre la valorisation de l'identité nationale et l'ouverture au monde. En effet, former des citoyens capables de s'adapter et de réussir dans une économie mondialisée est un atout. Rejeter des approches et méthodologies reconnues à l'échelle internationale

pourrait, au contraire, risquer de marginaliser les nouvelles générations marocaines.

Par ailleurs, il faut souligner que le modèle éducatif actuel, malgré ses défauts, a permis à de nombreux jeunes marocains d'accéder à des postes influents, tant au niveau national qu'international. Plutôt que de rompre radicalement avec ce système, une démarche plus efficace pourrait être celle d'une adaptation progressive, où l'on intègre des éléments culturels locaux tout en préservant les compétences requises pour la compétitivité mondiale. L'éducation doit en effet renforcer le sentiment d'appartenance, mais aussi préparer à l'ouverture, à la coopération, et au dialogue global.

Ensuite, même si un changement radical pouvait être mis en œuvre, l'idée de construire une éducation exclusivement centrée sur les valeurs et savoirs locaux pourrait risquer de limiter les jeunes à une vision restreinte du monde. Nous vivons dans une époque où les défis – qu'ils soient écologiques, technologiques, ou économiques – sont d'une ampleur mondiale. Un système éducatif ancré dans une perspective uniquement locale pourrait préparer les jeunes à préserver leur culture, mais peut-être pas à interagir et à innover face aux défis globaux. Par exemple, des compétences en sciences, en mathématiques, ou en technologies de l'information, qui s'appuient sur des standards universels, sont aujourd'hui essentielles. La question n'est pas de rejeter notre culture, mais de la renforcer tout en permettant aux jeunes marocains de devenir des acteurs compétitifs à l'échelle internationale.

De plus, n'oublions pas que l'éducation doit répondre à des besoins concrets. Les jeunes marocains aspirent à des perspectives d'emploi, de mobilité sociale, et de réussite professionnelle. Un système éducatif trop centré sur les savoirs traditionnels, même s'il est riche d'un point de vue identitaire, pourrait ne pas offrir les compétences

nécessaires pour répondre à ces aspirations. La réalité est que les entreprises, même au Maroc, cherchent des compétences qui sont alignées sur les standards globaux, et cela implique une éducation qui inclut également les méthodologies et connaissances modernes.

En somme, la décolonisation des esprits peut effectivement inclure une valorisation des savoirs locaux dans les curricula, mais il serait contre-productif de prôner un changement radical qui pourrait isoler les jeunes marocains de la réalité internationale. Le véritable défi est de trouver un équilibre, un modèle hybride, qui permet aux nouvelles générations de se sentir enracinées dans leur culture, tout en les outillant pour s'épanouir dans un monde globalisé. La décolonisation des esprits n'a donc pas besoin d'une rupture drastique, mais d'une évolution bien réfléchie, intégrant le meilleur de nos traditions et des savoirs contemporains.

Zeinab Benchakroun :

L'ancrage sur nos valeurs et savoirs locaux dans l'éducation ne signifie pas un choix exclusif sur l'identité nationale et une fermeture sur le monde. Cette dernière serait en effet dangereuse car tout système fermé se sclérose. Au contraire, un enracinement sain permet comme pour l'arbre d'être nourri dans un sol riche et à ses branches de se répandre dans toutes les directions. C'est lorsque les racines sont solides que les échanges se font dans les deux sens. La métaphore de l'arbre a ses limites car il ne s'agit pas là de se fermer pour construire ses racines d'abord. Le travail est parallèle afin de renforcer son socle et transformer ses rapports avec l'extérieur pour qu'ils soient équilibrés. La décolonisation des esprits est justement de sortir d'une vision binaire et d'aller vers des modes élaborés.

En premier lieu, le sentiment d'appartenance ne doit pas être renforcé n'importe comment. Il s'agit peut-être d'avoir une lecture plus

approfondie et nuancée du passé, de sortir de l'histoire glorieuse des régnants, d'enseigner des sujets difficiles tels que la pratique de l'esclavage jusqu'au siècle dernier, le patriarcat, l'impact de la culture arabe sur les cultures amazighes, la domination de la culture urbaine sur le rural, l'existence des croyances préislamiques, non-islamiques, hybrides postislamiques, la destruction de la faune et flore locale etc.

Comme tu le dis si justement, nous vivons une époque où les défis sont globaux. Pour que nos jeunes soient des acteurs clés face à ces défis, ils doivent acquérir les compétences nécessaires qui proviennent de domaines que nous n'avons pas assez développés, en particulier dans les domaines scientifiques et technologiques. Il s'agit donc, non pas d'isoler nos jeunes dans une perspective locale mais au contraire de les équiper pour justement être une part entière de l'avenir commun des futures générations, avoir un sens critique, être ouvert et curieux d'approches complètement différentes de cultures éloignées (d'Amérique Latine, Afrique, Moyen-Orient, Asie du Sud, Asie de l'Est, savoir indigènes des pays occidentaux etc.) rapprochées aujourd'hui par le monde digital et savoir échanger dans le respect des différences.

Pour ce faire, Il s'agit peut-être d'analyser les mécanismes qui nous fragilise et nous rendent propices aux différentes formes de colonisation qui impactent notre système éducatif, avec une admiration excessive pour la culture occidentale en la positionnant comme modèle de réussite et une perception parfois de notre culture comme rétrograde ou inférieure. La déconstruction de cette forme de colonisation intériorisée peut être un enjeu pour renforcer la psyché de notre jeunesse.

3-Comment les individus peuvent-ils décoloniser leur propre pensée face à des médias et à une culture globalisée dominée par des standards occidentaux ?

Zeinab Benchakroun :

Ce n'est pas aisé. Déjà en 1988, le linguiste américain Noam Chomsky, dans son essai *La Fabrique du Consentement* (9), considérait que les médias mainstream américains étaient des instruments de propagande de l'idéologie néolibérale et la justification de la politique étrangère des USA. Le génocide actuel en Palestine en est d'ailleurs l'exemple le plus flagrant. On pourrait parfois penser que les masques sont tombés car ces médias sont ouvertement racistes et ne prennent plus de gants. Le mot d'ordre est le martèlement de « tout a commencé le 7 octobre 2023 ; toute critique d'Israël ou du sionisme est un acte d'antisémitisme ». Les jeunes sont d'ailleurs les plus critiques et donc les plus aptes à cette décolonisation des esprits.

Il s'agit finalement de comprendre le contexte. Les événements décontextualisés sont faciles à manipuler. Donc un élément essentiel est de connaître l'histoire coloniale que beaucoup de gens découvrent pour la première fois par exemple en ce qui concerne la Palestine avec les événements douloureux qui s'y déroulent. Aussi, l'histoire est souvent écrite par les dominants pour asseoir les visions du monde qu'ils veulent disséminer. Dans le cas du Moyen-Orient, le penseur critique palestinien Edward Said a décrypté dès 1978 l'« orientalisme » (la définition de l'Orient par l'Occident) qui a permis de construire les mythes fondateurs de l'idéologie suprématiste actuelle. Donc, user de l'esprit critique, élargir ses sources d'informations et valoriser les auteurs « décolonisés », c'est-à-dire des auteurs qui n'ont pas d'agenda avec le colonialisme.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, tu soulèves une question complexe en insistant sur l'importance de comprendre les contextes historiques et idéologiques pour décoloniser les esprits face aux récits médiatiques dominants. Cependant, l'idée de contourner des « standards occidentaux » et de promouvoir des « auteurs décolonisés » demande quelques nuances, surtout dans un monde où l'information circule en continu et où les opinions et analyses s'entrecroisent.

Prenons d'abord la question de la partialité des médias. Noam Chomsky, avec son analyse dans *La Fabrique du Consentement*, a indéniablement mis en lumière les mécanismes de propagande médiatique. Mais dire que tous les médias occidentaux sont unanimement alignés sur une vision raciste et idéologiquement monolithique peut être simpliste. En réalité, les paysages médiatiques occidentaux sont vastes et diversifiés, et bien que certains grands médias aient des intérêts ou des biais, on y trouve également des journalistes, chercheurs et analystes qui travaillent activement pour offrir des perspectives nuancées et critiques, y compris sur des sujets tels que le Moyen-Orient. Plutôt que de rejeter en bloc les médias occidentaux, un esprit critique pourrait viser à identifier des voix dissidentes à l'intérieur même de ces structures, qui apportent un éclairage différent et plus nuancé sur les enjeux globaux.

Ensuite, l'esprit critique que tu mentionnes est effectivement essentiel, mais il doit aussi s'accompagner d'une certaine prudence. Encourager les individus à explorer des sources variées est une bonne chose, mais dans le monde numérique actuel, la surcharge d'informations expose aussi au piège de la désinformation. Le fait de chercher des voix alternatives ne garantit pas leur fiabilité, et certaines sources peuvent également avoir leurs propres biais idéologiques. Une « décolonisation » de la pensée demande donc de filtrer et d'analyser

ces nouvelles perspectives avec un scepticisme éclairé, en évitant de remplacer un biais par un autre. Une pensée vraiment indépendante ne doit pas chercher uniquement des voix décolonisées, mais des analyses fondées sur des faits vérifiables, quel que soit leur pays d'origine ou leur orientation idéologique.

En outre, tu évoques l'orientalisme décrit par Edward Said, un concept clé pour comprendre comment l'Occident a historiquement façonné des stéréotypes sur l'Orient. Cependant, dans notre contexte contemporain, ces clichés sont peu à peu déconstruits, et même au sein des sociétés occidentales, des intellectuels, des activistes et des médias remettent en question ces récits simplificateurs. En effet, la montée des mouvements de justice sociale et la sensibilisation aux questions postcoloniales montrent qu'il est possible de décortiquer ces mythes de l'intérieur. Le dialogue interculturel, même dans les sphères dominantes, n'est pas figé, et beaucoup de jeunes générations dans le monde entier cherchent à redéfinir leur rapport aux autres cultures de manière plus équitable.

Enfin, il est vrai que les jeunes sont souvent les plus critiques, mais cela ne signifie pas que la décolonisation de l'esprit est réservée à cette seule génération. Elle nécessite une éducation qui intègre des perspectives diversifiées dès le plus jeune âge. La vraie décolonisation intellectuelle pourrait ainsi passer par des programmes qui incluent les œuvres d'auteurs et de penseurs de toutes origines, permettant une compréhension globale et nuancée des cultures et des enjeux. Dans ce sens, ce n'est pas une opposition aux standards occidentaux qui est nécessaire, mais une élévation de ces standards pour qu'ils embrassent et valorisent la pluralité des savoirs mondiaux.

Ainsi, pour « décoloniser » sa pensée, l'individu doit surtout exercer un scepticisme mesuré, se former à l'analyse de l'information, et intégrer des points de vue diversifiés. Le véritable défi n'est pas de

fuir ou de rejeter un modèle dominant, mais de construire une pensée qui se nourrit de perspectives multiples, où l'Occident et les cultures non-occidentales s'entrelacent dans une quête commune de vérité.

Zeinab Benchakroun :

Depuis les années 1950, il y a une concentration médiatique du fait de l'apparition d'empires médiatiques, de convergences, privatisations et de fusions géantes dans les années 2000 comme Disney, Amazon ou Bolloré en France. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, 6 grands groupes contrôlent 90% des médias. Ils ont des liens étroits avec le pouvoir politique et économique. Les médias de masse ont perdu leur indépendance. On note une uniformisation des contenus et la priorité est donnée au divertissement plutôt qu'à l'information. Si ces médias ne valident pas l'information sensible avec leurs donneurs d'ordre alors ils s'auto-censurent à cause du pouvoir des lobbies (notamment l'AIPAC). Le mécanisme a été décortiqué par Noam Chomsky dès 1988 (9) qui explique comment les médias de masse sont des outils de contrôle social qui fabriquent un consensus en faveur des élites politiques et économiques. L'information est biaisée parce que les grands groupes médiatiques défendent d'abord leurs intérêts. La diversité apparente est trompeuse car les cadres narratifs sont les mêmes. Les sources d'information sont souvent les déclarations des gouvernements et des entreprises avec un biais pro-guerre et une dichotomie « l'Occident » contre ses « ennemis ». Les sujets sensibles sont évités pour ne pas faire fuir les annonceurs. Les voix dissidentes au sein de ces médias sont censurées ou limogées (comme Chris Hedges ou Glenn Greenwald). Il reste des médias indépendants mais leur influence est quasi-nulle. A titre d'exemple, The Intercept touche moins de 1% et Democracy Now moins de 0,5% de l'audience américaine en comparaison avec Fox News qui touche 30% en 2023 (10). Maintenant, à l'ère des médias sociaux, les choses se compliquent effectivement.

Si l'orientalisme au service de la colonisation est dépassé, il demeure une grille de lecture indispensable pour décrypter la politique étrangère actuelle de l'Occident, leurs médias de masse qui continuent de déshumaniser les palestiniens et les yéménites et la résurgence de l'islamophobie et d'un racisme « acceptable » envers les arabes et les musulmans.

La décolonisation des esprits peut être vue comme une approche commune, entre alliés de toutes parts. Elle ne s'oppose pas aux personnes de culture occidentale mais plutôt à un système dominant qui impose ses strates de suprématie entre les nations et au sein même des nations, notamment au sein des pays occidentaux. Elle ne peut donc se faire que par la diversification des paradigmes pour construire un vivre-ensemble.

4-À votre avis, la décolonisation des esprits est-elle une démarche individuelle, collective, ou les deux ?

Zeinab Benchakroun :

La question invite la réponse, elle est probablement individuelle et collective. L'individu doit se déconstruire en quelque sorte, désapprendre, remettre en cause des fondamentaux, revenir en arrière parfois et puis ensuite trouver des nouveaux ancrages. Il doit vouloir s'engager dans cette démarche car il sort complètement de sa zone de confort. C'est là que la communauté peut aider à l'accompagner. En même temps, la communauté peut envisager d'œuvrer pour une décolonisation de la culture et une transformation en profondeur de la société.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, tu abordes ici une idée intéressante, celle d'une décolonisation des esprits à la fois personnelle et collective. Mais permets-moi d'apporter quelques réserves sur la manière dont cette démarche pourrait réellement être mise en œuvre à ces deux niveaux, ainsi que sur les défis qu'elle comporte.

D'abord, sur le plan individuel, tu suggères que chacun doit « désapprendre » et remettre en question les fondamentaux. C'est un processus noble en théorie, mais difficilement réalisable pour la majorité des gens. En effet, les croyances, les valeurs et les façons de voir le monde sont profondément ancrées, souvent façonnées dès l'enfance. Demander à un individu de se déconstruire, de réviser ses fondements culturels et sociaux, nécessite un travail introspectif intense et une certaine maturité intellectuelle. Mais combien d'individus sont réellement prêts à entreprendre un voyage aussi exigeant ? Dans un monde où l'information est rapide et superficielle,

beaucoup préfèrent rester dans leurs zones de confort, où la remise en question est réduite au strict minimum.

Ensuite, le rôle de la communauté dans ce processus est complexe. Une transformation collective, pour être efficace, demande des structures capables d'encourager cette décolonisation intellectuelle, par exemple par l'éducation, les médias ou les institutions culturelles. Mais ici encore, l'harmonisation de la vision collective peut être un défi, car les intérêts et les valeurs sont souvent divers et parfois contradictoires. La communauté est un creuset de différences, et chaque groupe social, voire chaque génération, peut avoir des aspirations et des références distinctes. La décolonisation à l'échelle communautaire pourrait donc se heurter à des résistances internes, notamment de la part de ceux qui craignent de perdre leurs repères culturels actuels.

De plus, il est important de rappeler qu'une société n'évolue pas en vase clos. Les influences culturelles et idéologiques extérieures sont permanentes, surtout dans un monde globalisé. Ainsi, même si une communauté choisit de s'engager dans une « décolonisation » collective, elle devra composer avec des modèles dominants venus de l'extérieur. Comment, dans ce contexte, garantir que cette démarche ne soit pas elle-même influencée ou déviée par des idéologies externes ? Une véritable transformation demande des garde-fous pour éviter que la décolonisation ne devienne une nouvelle forme d'endoctrinement, où certains membres imposeraient leurs visions à d'autres sous couvert de renouveau.

Enfin, il est également essentiel de se demander si une décolonisation totale est même souhaitable. Plutôt que de viser un rejet complet des influences extérieures, il serait peut-être plus pragmatique de chercher un équilibre entre des éléments hérités et ceux issus de l'ouverture aux autres cultures. Les sociétés se construisent toujours en partie par

des échanges, des emprunts et des adaptations mutuelles. Si la décolonisation signifie simplement une réaffirmation de ce qui est local et traditionnel, sans ouverture aux apports extérieurs, le risque est d'aboutir à une pensée isolée et de passer à côté des bénéfices de l'interculturalité.

En somme, la décolonisation des esprits peut être une démarche individuelle et collective, mais elle comporte des obstacles, tant personnels que sociaux. Le vrai défi, selon moi, est d'établir un processus où chacun peut se libérer de certains schémas, sans tomber dans l'exclusion des apports extérieurs. La décolonisation devrait être une ouverture et non un repli, permettant aux individus et aux communautés de se redéfinir tout en intégrant des perspectives variées. Le cheminement, loin d'être une rupture, pourrait alors devenir une évolution harmonieuse, où la liberté de penser s'enrichit à la fois des racines locales et des interactions mondiales.

Zeinab Benchakroun :

La décolonisation des esprits doit être vue comme un processus d'émancipation qui nous permette de construire nos systèmes de pensée et de relations de manière autonome et saine, y compris vis-à-vis de l'Occident. Il ne s'agit ni de rejeter une culture actuellement dominante, ni de romancer une culture locale. Tout le monde a à gagner à rebâtir une relation équilibrée et respectueuse. La décolonisation est aussi une ouverture encore plus large et plus en profondeur, dans toutes les directions, vers le passé, vers toutes les autres cultures et vers un futur où le champ du possible n'est pas restreint.

On ne peut pas s'attendre à ce que ce mouvement soit entrepris en masse. Les politologues américaines Erica Chenoweth et Maria Stephan (11) ont noté qu'il suffit d'engager 3,5% de la population

pour initier une transformation sociale et d'après le sociologue américain Damon Centola (12) il faut mobiliser 10% d'une population pour faire basculer les normes sociales. Ces chiffres restent très élevés. Peut-être qu'après tout, la décolonisation des esprits est plus facile qu'on ne le croit parmi la jeunesse curieuse, flexible et avide de renouveau.

La décolonisation des esprits à l'échelle communautaire comporte effectivement de nombreux obstacles, notamment la résistance au changement et tous ceux qui ont intérêt à garder les populations sous le joug d'une culture et d'un système dominants. Elle comporte aussi des risques, un durcissement des perspectives et une répression des tentatives de remise en question. Face à ces défis, il faut s'y engager intelligemment et stratégiquement.

5-Quel rôle les arts et la littérature jouent-ils dans la décolonisation des esprits, et comment peuvent-ils influencer les perceptions culturelles contemporaines ?

Zeinab Benchakroun :

Les arts et la littérature sont des véhicules subtils et inconscients (ou parfois conscients) des paradigmes sociaux. Le fait que les arts et la littérature occidentale soient aussi dominants n'est pas un hasard. Hollywood a marqué les perceptions culturelles contemporaines. Le modèle du consommateur heureux (the « American Way of Life ») a été vendu au monde entier.

Aussi, les représentations dégradantes dans les films hollywoodiens des ethnies non blanches ont fait beaucoup de dégâts : le noir souvent représenté comme violent et dangereux, le mexicain comme fourbe et voleur, l'arabe comme terroriste etc. J'ai récemment vu *Le Dictateur* de Larry Charles et je trouve troublant que ce film où le personnage principal représente un Kadhafi stupide et obscène soit sorti en 2012 quelque mois après l'offensive occidentale qui a mis à sac la Libye et son leader qui leur tenait trop la tête.

Il n'est donc pas surprenant que malgré tous les mouvements de libération, le racisme, la misogynie, la bigoterie et la suprématie blanche soient aussi endémiques. Pour le bien de l'humanité, il est fondamental de sortir de cette domination culturelle et de rétablir une diversité des paradigmes pour un écosystème culturel sain. Et cela passe par les arts et la littérature. D'ailleurs, n'est-ce-pas curieux que Netflix vienne de supprimer de son offre 19 films palestiniens sous le prétexte que leurs licences avaient expiré !

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, tu soulèves un point fondamental en pointant le rôle central des arts et de la littérature dans la formation des perceptions culturelles, ainsi que leur potentiel pour la décolonisation des esprits. Cependant, la question est peut-être plus complexe qu'un simple rapport de domination culturelle.

Il est vrai qu'Hollywood a longtemps promu une image stéréotypée de diverses communautés, et cette industrie a contribué à diffuser le modèle du « American Way of Life » à travers le monde. Cependant, l'universalité de cette influence pourrait être envisagée différemment : elle résulte en partie de la capacité des récits hollywoodiens à captiver un large public grâce à des histoires accessibles et des images frappantes. L'impact de ces récits est lié à leur pouvoir de toucher les émotions humaines, et non seulement à une volonté consciente d'imposer des paradigmes culturels. Certes, ces films véhiculent souvent des représentations biaisées, mais ils expriment également des thèmes universels – le rêve, la lutte, la rédemption – qui résonnent partout. Cela explique pourquoi le public mondial continue de les consommer, même en ayant conscience de certaines distorsions.

Quant aux stéréotypes, il est important de noter que les représentations dans les médias ne sont pas figées. Au cours des dernières décennies, une prise de conscience croissante a poussé Hollywood et d'autres industries culturelles à repenser leurs récits et à intégrer une diversité de perspectives. Certes, les progrès sont lents, mais des œuvres récentes, que ce soit dans le cinéma ou la littérature, abordent des histoires multiculturelles et donnent une voix à des groupes longtemps marginalisés. Ainsi, la domination culturelle que tu dénonces est en évolution ; elle se diversifie au fur et à mesure que les créateurs issus de diverses origines prennent part au récit global.

D'autre part, il est crucial de se rappeler que l'influence occidentale ne signifie pas nécessairement que les arts et littératures non-occidentales soient éteintes ou sans effet. Aujourd'hui, de nombreux auteurs, artistes et cinéastes issus de régions autrefois colonisées utilisent leur art pour réinterpréter leur histoire, affirmer leur identité et proposer des visions alternatives. Des plateformes de streaming aux réseaux sociaux, les outils modernes permettent une diffusion plus large de ces œuvres. Les cinémas africain, asiatique et sud-américain, par exemple, gagnent en popularité auprès d'un public international. Cet essor témoigne d'une certaine résistance et d'une résilience culturelle face aux courants dominants.

Enfin, sur le retrait de certains films palestiniens par Netflix, il est vrai que les décisions des plateformes peuvent paraître arbitraires, mais elles relèvent aussi de contraintes légales et commerciales. Bien que cela soit perçu comme une forme de censure, cela pourrait aussi refléter la complexité de gérer des œuvres sensibles dans un contexte géopolitique tendu. Les plateformes ont une logique commerciale, certes discutable, mais elles doivent également opérer dans un cadre juridique qui les dépasse souvent. Cela ne devrait pas nous détourner de la réalité : malgré ces limitations, le public mondial a aujourd'hui un accès élargi à des contenus diversifiés, y compris des œuvres palestiniennes, grâce à des distributeurs alternatifs ou des réseaux de soutien indépendants.

Ainsi, la domination culturelle occidentale est indéniable, mais elle n'est pas imperméable. L'art et la littérature continuent d'évoluer, et chaque créateur a la possibilité de contribuer à une décolonisation des esprits en offrant des visions alternatives. Le défi ne réside peut-être pas tant dans une opposition frontale à Hollywood ou aux médias occidentaux, mais dans le soutien et la valorisation des productions culturelles locales qui, à leur tour, enrichiront le panorama global. Une véritable décolonisation passe par la reconnaissance de cette

diversité créative et par la promotion d'un écosystème où toutes les voix trouvent leur espace d'expression et de diffusion.

Zeinab Benchakroun :

Si d'apparence les films hollywoodiens ont augmenté la diversité dans les narratifs et les personnages, l'étude USC Annenberg de 2021 (13) sur les films à grande audience démontre que l'eurocentrisme y est toujours dominant avec des héros hyper-masculins, des femmes objectifiées et des personnages non-blancs souvent stéréotypés. Hollywood collabore avec le Pentagone pour utiliser le matériel militaire et en retour les films doivent faire l'apologie du militarisme et la glorification de l'armée américaine. La mémoire historique y est souvent tronquée : la découverte des Amériques est romancée ; le génocide des Amérindiens est omis et l'esclavage aurait été résolu par des blancs bienveillants. Enfin, le consumérisme est toujours aussi vanté.

La grande majorité des réalisateurs (85%) sont blancs. Selon les chiffres de l'UNESCO de 2022, Hollywood domine encore le marché (70% des parts de marché du monde), les blockbusters (90%) et les canaux de distribution. L'Asie et le numérique sont entrain de défier ce géant. La décolonisation des esprits peut être vue comme une prise de conscience de cette soft-power culturelle afin de valoriser les arts et la littérature des pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est, du Moyen-Orient etc.

6-Comment la décolonisation des esprits pourrait-elle contribuer à une meilleure prise de conscience environnementale ?

Zeinab Benchakroun :

De plus en plus de chercheurs parlent de crise multifactorielle (« polycrisis ») dont le changement climatique n'est qu'une conséquence qui fait souvent l'objet d'une vision en « silo » ou « tunnel » où on ne voit que les symptômes. Ces chercheurs s'intéressent aux racines profondes des systèmes en cause, à savoir le modèle économique de croissance industrielle qui dépend de l'extraction et l'exploitation toujours plus importante des ressources de la terre, humaines et naturelles, les structures politiques qui sont complices ou impuissantes et les héritages coloniaux. La décolonisation des esprits peut jouer un rôle car elle remet la crise environnementale dans son contexte global et permet d'avoir une approche systémique. Aussi, elle peut aider au renouveau de la conscience écologique, à la réconciliation avec la Terre, avec les non-humains dans une relation « éco-centrique » (l'humain fait partie de toutes les espèces) au lieu d'une relation « anthropocentrique » (l'humain est au centre du monde), et avec les humains différents de nous.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ta vision de la décolonisation des esprits comme levier pour une conscience écologique renouvelée est séduisante, mais elle mérite quelques approfondissements. Tu proposes une approche éco-centrique qui pourrait, certes, redéfinir notre relation avec la nature. Cependant, la question centrale est de savoir si cette décolonisation peut vraiment apporter un changement concret et systémique dans le comportement environnemental des individus et des sociétés.

Pour commencer, la prise de conscience environnementale nécessite une compréhension des enjeux complexes de l'écologie et de l'économie mondiale, mais cela reste insuffisant si cette compréhension n'est pas accompagnée de mesures pratiques et de changements au niveau des politiques publiques et des modes de vie.

Tu évoques l'idée de « polycrisis », ce concept de crise multifactorielle où les problèmes environnementaux se mêlent à des enjeux économiques et sociaux. Cependant, la perception d'une « crise multifactorielle » peut sembler abstraite pour beaucoup de gens. La plupart des individus, bien qu'ils soient informés des défis climatiques, se heurtent à la difficulté de traduire ces connaissances en actions concrètes. Il est donc possible que la décolonisation des esprits, même avec ses intentions louables, ne parvienne pas à amener un changement environnemental significatif si elle ne s'accompagne pas d'un cadre pratique et accessible pour le quotidien de chacun.

Ensuite, tu proposes un passage de l'anthropocentrisme à l'éco-centrisme, une transition philosophique majeure qui pourrait changer notre rapport à la planète. Cependant, n'oublions pas que l'anthropocentrisme n'est pas seulement une idéologie, mais une structure intégrée dans les fondements de la société moderne, notamment dans l'économie de marché, la politique et la technologie. Il s'agit d'un paradigme où l'humain est placé au centre des priorités.

Changer cette vision, aussi noble soit-il, pose une série de défis, car il demande une révision profonde des systèmes économiques et politiques actuels. Est-il réaliste de penser que les sociétés contemporaines, majoritairement orientées vers la croissance et le développement personnel, seront prêtes à adopter un modèle éco-centrique où leurs intérêts individuels seraient en partie relégués au second plan ?

Par ailleurs, les tentatives de vivre de manière plus éco-centrique, bien qu'inspirantes, se heurtent souvent aux inégalités mondiales. Certains pays, en particulier ceux en voie de développement, sont encore en quête de croissance économique pour améliorer leurs conditions de vie. Leur priorité, naturellement, reste la lutte contre la pauvreté et le développement d'infrastructures de base. La décolonisation des esprits prônant une vision éco-centrique pourrait ainsi entrer en contradiction avec ces aspirations, créant un fossé entre les idéaux écologiques et les réalités économiques de nombreux pays. Peut-on raisonnablement attendre de ces nations qu'elles placent la préservation de la biodiversité au-dessus de leurs besoins vitaux et immédiats ?

En somme, bien que la décolonisation des esprits puisse inspirer une vision plus holistique de l'écologie, son impact risque de rester limité sans une mise en œuvre concrète et des politiques adaptées. Ce changement de mentalité doit être accompagné par des actions stratégiques à l'échelle locale et internationale pour équilibrer les impératifs économiques et écologiques. La vraie question, alors, n'est peut-être pas de savoir si la décolonisation des esprits peut contribuer à la prise de conscience environnementale, mais si elle peut réellement infléchir le cours des décisions qui comptent. Pour que cette vision devienne une force motrice, elle doit s'inscrire dans des politiques viables, en phase avec les réalités sociales et économiques de notre monde actuel.

Zeinab Benchakroun :

Le GIEC Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a reconnu en 2022 (14) que le colonialisme est une des causes fondamentales de la vulnérabilité climatique en aggravant la dégradation environnementale, en éliminant les pratiques durables de gestion des terres et en renforçant les inégalités. Ce rapport souligne

que les régimes coloniaux ont dépossédé les terres, accentué la déforestation, accéléré l'agriculture intensive et l'exploitation des ressources. L'utilisation des terres colonisées a été réorientée vers les besoins des colons avec l'importation d'espèces, plantes et animales, qui se sont avérées invasives et dommageables pour les écosystèmes.

Le GIEC note que les systèmes économiques actuels (« néocoloniaux ») continuent de déposséder les communautés locales, de privilégier l'extraction des ressources et les activités à forte émission dans les pays du Sud. Un point intéressant de ce rapport est que même les politiques d'adaptation et d'atténuation climatique promues par les institutions internationales continuent de reproduire les schémas coloniaux favorisant les intérêts des entreprises sur celles des populations. Le GIEC conclut par la nécessité d'adopter des approches décoloniales des politiques climatiques et d'impliquer les communautés locales dans les efforts de lutte contre les changements climatiques.

Le secteur du développement durable qui est né à la base d'une volonté de faire évoluer les sociétés humaines vers la protection et le maintien d'un environnement vivable avec une soutenabilité économique et sociale est lui-même devenu une industrie coloniale très profitable sous un vernis de responsabilité avec une marchandisation de l'écologie, un capitalisme vert qui soutient le modèle occidental et la globalisation extractiviste, une logique verticale et un optimisme assuré que la science et la technologie trouveront les solutions aux enjeux climatiques.

L'anthropologue et économiste Jason Hickel critique les politiques climatiques actuelles. Hickel démonte l'illusion de la croissance verte et soutient que le capitalisme et même le capitalisme vert perpétue les inégalités mondiales et l'exploitation du Sud par le modèle économique dominant (15). Il insiste sur l'illusion que la croissance

verte puisse se faire sans augmentation de la consommation des ressources ou des émissions. Il note le rebond de la consommation des ménages qui annule les gains écologiques des progrès technologiques. Il constate les limites des énergies propres et les ravages de l'extraction du lithium et du cobalt que cela entraîne. Il note l'effondrement rapide de la biodiversité qui progresse plus vite que les solutions technologiques. Enfin, il reproche aux tenants de ces politiques d'utiliser ce mythe pour éviter les changements radicaux.

Il est légitime alors de se poser la question s'il est réaliste d'attendre des leaders et de tous ceux qui bénéficient du système dominant, qu'ils soient adeptes du modèle anthropocentrique ou du vernis éco-centrique, qu'ils abandonnent leurs intérêts personnels ou collectifs pour une renaissance de la conscience écologique, concept abstrait bien que noble et inspirant.

Faut-il alors attendre, craindre ou espérer des mouvements radicaux de lutte contre l'injustice systémique ? Face aux transformations brutales qui font peur car elles bouleversent l'ordre des choses, des approches prudentes, pragmatiques et graduelles peuvent rassurer. Mais vont-elles engager les modifications nécessaires face aux défis systémiques ?

L'incrémentalisme est souvent critiqué car il n'apporte que des modifications marginales, se termine souvent par des compromis non contraignants, maintient les injustices systémiques et est tout simplement trop lent face à l'urgence écologique.

Entre révolution et réforme, certains prônent des voies médianes. L'auteure et militante altermondialiste canadienne Naomi Klein parle de politiques transformatrices (16) en mettant la justice climatique au cœur du sujet. Elle rejette les fausses solutions et le greenwashing. Klein propose des réponses collectives et égalitaires par la

mobilisation populaire pour construire une démocratie participative et faire front à l'exploitation des crises par les néolibéraux pour renforcer encore plus leurs politiques.

Si face à une crise aussi complexe, il n'y a certes pas d'approche universelle, simple, réaliste et réalisable, la prise de conscience environnementale n'est pas non plus un monolithe. Elle peut être vue comme un processus expérimental, rationnel et subjectif, dynamique, individuel et collectif, et contextuel un des éléments clés de la décolonisation des esprits.

7-Pensez-vous que le scepticisme climatique est une forme moderne de résistance coloniale à la responsabilité collective ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Zeinab Benchakroun :

Je pense que le scepticisme climatique est alimenté par ceux qui veulent continuer à faire des profits sur le dos de la planète. Des scientifiques travaillant au sein des entreprises Exxon et Shell savaient, dès les années 1980, que les émissions carbones des énergies fossiles avaient le risque de causer un réchauffement climatique de +2C, des évènements climatiques catastrophiques, la destruction d'écosystèmes etc.

Ces compagnies ont sciemment gardé secret ces rapports jusqu'en 2015 où des fuites ont révélé leur existence. Jusqu'à ce jour, Exxon et Shell n'ont toujours pas répondu de leur responsabilité de désinformation. A ce jour, les compagnies Shell, Chevron, ExxonMobil, BP ou la fondation Koch continuent à financer des départements de recherche sur l'énergie dans les grandes universités américaines comme MIT, Stanford, Harvard ou Berkeley et à nommer dans les conseils de gouvernance de ces universités des personnes travaillant pour eux-mêmes dans un flagrant conflit d'intérêt selon les chercheurs britanniques Benjamin et Geoffrey (17). Le but de ces compagnies est de promouvoir les idées qui justifient leur activité (comme par exemple que le gaz est une énergie propre) ou que le pragmatisme doit l'emporter sur l'idéalisme que constituent les énergies renouvelables.

D'un autre côté, l'individualisme et la réussite personnelle sont des éléments clés de la culture moderne dominante (comme le concept du self-made man ou les « success stories ») qui permettent justement d'affaiblir la fabrique même de communauté. Dans cette culture, il

devient alors difficile de s'organiser et d'avoir une responsabilité collective. Le scepticisme climatique est une des facettes de la propagande coloniale pour saper toute forme de prise de responsabilité. Ce qui reste surprenant, c'est la capacité de déni et d'aveuglement au vu des manifestations répétées et de plus en plus intenses du changement climatique.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ton analyse du scepticisme climatique comme un outil de domination, voire de néo-colonialisme idéologique, est incisive, mais elle mérite d'être nuancée. Certes, des entreprises comme ExxonMobil et Shell ont été impliquées dans des campagnes de désinformation concernant l'impact des énergies fossiles, et leur influence dans les sphères académiques soulève des questions éthiques évidentes. Toutefois, il serait réducteur de considérer tout scepticisme climatique comme un simple instrument de colonisation idéologique.

Premièrement, il convient de noter que le scepticisme climatique est un phénomène complexe, qui puise ses racines dans plusieurs facteurs. Au-delà des intérêts des grandes compagnies, il est aussi alimenté par une méfiance généralisée envers les institutions et les discours scientifiques. Cette méfiance n'est pas toujours motivée par une intention malveillante ou colonialiste, mais parfois par une crainte légitime de manipulations économiques et politiques. Nombreux sont ceux qui, dans des régions historiquement dominées par des puissances étrangères, perçoivent les discours environnementaux comme une nouvelle forme d'intrusion extérieure qui impose des contraintes économiques au nom de la protection de la planète. Cette réaction, bien que problématique pour la cause climatique, révèle un conflit plus profond entre souveraineté nationale et obligations environnementales.

Ensuite, tu soulignes à juste titre l'individualisme et l'importance de la réussite personnelle dans la culture moderne, qui peuvent affaiblir l'esprit de communauté. Cependant, associer ces valeurs uniquement à un outil de contrôle climatique colonial peut être simpliste. En réalité, cette culture de l'individualisme est devenue une facette intrinsèque des sociétés globalisées, qu'elles soient occidentales ou non. Dans des pays en développement, ce même individualisme inspire souvent des mouvements pour le changement et l'émancipation personnelle, y compris des initiatives écologiques locales. Par conséquent, l'idéologie du « self-made man » ou des « success stories » est un phénomène mondial qui, dans certains cas, stimule la prise de responsabilité individuelle et l'innovation environnementale.

Il est également important de reconnaître que le financement par des compagnies pétrolières de programmes de recherche ou leur présence dans les conseils de gouvernance des universités ne signifie pas nécessairement un contrôle absolu des résultats ou des idées promues. Les universités abritent un éventail de voix, y compris des chercheurs qui prônent activement des politiques climatiques progressistes. Le conflit d'intérêts est certes préoccupant, mais réduire l'ensemble des productions académiques à une simple propagande climato-sceptique est injuste envers les nombreux scientifiques qui, malgré les financements privés, poursuivent des recherches objectives et rigoureuses sur la crise climatique.

Enfin, la notion de « responsabilité collective » que tu défends est essentielle, mais sa mise en pratique est un défi universel, même dans les sociétés où les compagnies énergétiques exercent moins d'influence. La sensibilisation aux enjeux climatiques est souvent entravée par des préoccupations immédiates comme l'emploi, la sécurité économique, et le bien-être quotidien. Pour de nombreux

individus, l'urgence climatique apparaît comme une problématique lointaine, face aux pressions plus immédiates de la vie quotidienne.

C'est un dilemme que partagent aussi bien les populations occidentales que celles des pays en développement. Dans ce contexte, il serait erroné de réduire l'inertie climatique à une simple forme de contrôle colonial ; elle découle aussi de la structure des priorités sociétales dans un monde où les défis sont multiples.

Ainsi, si le scepticisme climatique est en partie alimenté par des intérêts économiques, il reste un phénomène multiforme, ancré dans des dynamiques culturelles, historiques et économiques variées. Pour espérer contrer ce scepticisme, il est peut-être plus judicieux d'encourager des solutions locales et d'adopter des approches qui respectent les aspirations économiques et sociales propres à chaque communauté. La lutte contre le scepticisme climatique nécessite un effort d'écoute et de dialogue, où la décolonisation des esprits se traduit par une véritable inclusion des voix et des priorités de chaque peuple, plutôt qu'une opposition frontale aux valeurs de l'individualisme ou de la réussite personnelle.

Zeinab Benchakroun :

Le scepticisme climatique est certes un phénomène complexe et la méfiance des pays en voie de développement tout à fait légitime. Lorsqu'on voit que les pays du G20 qui émettent 75% des gaz à effet de serre mondiaux ont vu leurs émissions augmenter de 5% depuis les promesses de Paris 2015, selon les chiffres des Nations Unies 2023 (18), les discours environnementaux deviennent alors des discours creux. Alors qu'ils ont peu contribué au réchauffement de la terre et qu'ils en subissent déjà les impacts, les pays en voie de développement se retrouvent confrontés à un dilemme : celui de

répondre aux priorités sociétales critiques et celui de se préparer aux changements climatiques.

La question centrale reste le financement de ces actions climatiques pour les pays en voie de développement qui est en négociation à toutes les Conférences des Parties sur le climat (COP). Dans les rapports des Nations Unies (19) on peut entrevoir comment les pays riches peinent à tenir leurs promesses d'aide au financement tandis que les besoins de financement sont multipliés par 10 depuis 2009.

Les Etats-Unis et l'Union Européenne bloquent les demandes des pays G77 : obtenir des subventions, moins de prêts ou des taux préférentiels et la taxation des transports globaux et profits pétroliers. Quant à la Chine, elle veut toujours être considérée comme un pays en voie de développement pour ne pas avoir à payer pour la transition climatique. Le manque de volonté politique est flagrant.

Depuis 2022, les COP sont ouvertement sous l'influence des multinationales des énergies fossiles qui freinent les régulations et en profitent pour faire du greenwashing. Selon l'ONG Global Witness (20), la présence des lobbyistes du pétrole et gaz s'est intensifiée (2456 lobbyistes à la COP28 de 2023 soit 4 fois plus que la délégation européenne). Les sociétés ExxonMobil et Chevron ont dépensé 200 millions de dollars en lobbying depuis 2015. Les pays hôtes de la COP sont des pays à fort intérêt pétrolier (Emirats arabes unis en 2024 et Azerbaïdjan en 2025).

Les technologies de capture du carbone mises en avant ne sont pas encore prouvées. Sous la pression des pays de l'OPEP, les textes finaux de la COP mentionnent une transition lointaine des énergies fossiles au lieu d'une sortie programmée.

Peut-être alors que l'inertie climatique cache-t-elle une inertie politique ? Dans ce contexte, la marge de manœuvre reste toujours des solutions locales et un rapprochement et dialogue entre les peuples tenant compte de leurs contraintes, priorités et urgences.

8-Comment les héritages coloniaux influencent-ils notre rapport à la consommation et à la nature aujourd’hui ?

Zeinab Benchakroun :

Nous sommes pris au piège du « tapis roulant de la consommation ». Le documentaire L’histoire des choses (Story of Stuff) de Louis Fox paru en 2007 (21) en est une bonne illustration. Ce système économique qui a pris son ampleur après la Seconde Guerre mondiale, repose sur la production toujours plus de biens de consommation. Il y a deux facteurs importants : des salaires bas et des biens bon marché. Les salaires bas signifient que les gens doivent travailler plus dur et ne peuvent pas sortir du cycle. Et les biens doivent être bon marché pour que les populations puissent en acheter beaucoup.

Au stade de la production, les usines mélangent des produits chimiques toxiques avec les ressources naturelles. Nous finissons par avoir des produits chimiques toxiques partout, même dans nos corps. En détruisant les terres qui soutenaient autrefois les agriculteurs, le système les a forcés à migrer vers des zones urbaines défavorisées. Pour vendre les produits, le système nécessite un consumérisme frénétique qui est promu par la culture, les médias et la publicité. Une stratégie pour maintenir le tapis roulant à toute allure est l’obsolescence programmée et l’obsolescence perçue (effets de mode).

Pour l’environnement, c'est une catastrophe car cela surexplote les ressources naturelles disponibles. Et les déchets et la pollution générés par ce système ont détruit l'air, la terre, l'eau et accéléré le changement climatique. En plus, les gens ne sont même pas heureux dans les sociétés modernes. Enfin, au-delà des produits ou services, la marchandisation s'est étendue à tout, y compris à nous-même. Nos informations personnelles et notre « profil » constituent une

marchandise pour les moteurs de recherche Internet, pour les médias et pour tous ceux qui ont quelque chose à nous vendre et y compris la Nature. L'héritage colonial a été d'importer ce système dans nos pays à l'identique, de continuer à vendre aux anciens pays coloniaux notre population comme main d'œuvre bon marché et d'accepter de plus que leurs déchets disparaissent de leur vue et atterrissent et viennent s'empiler chez nous.

Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ta description de notre rapport à la consommation comme une « course sur un tapis roulant » imposée par un modèle économique hérité de l'époque coloniale est frappante, mais examinons cela de plus près. Bien que ce système ait des racines historiques dans la colonisation et le développement industriel occidental, le consumérisme tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est pas imposé de manière aussi unilatérale. Ce modèle, qui repose sur des salaires bas, la production de biens bon marché et la surconsommation, est désormais intégré dans la dynamique mondiale, adopté, adapté et souvent même revendiqué par des sociétés et des individus dans le monde entier.

D'abord, il est essentiel de reconnaître que l'obsolescence programmée, la production de masse et le marketing de l'éphémère ne sont pas seulement imposés par une puissance extérieure. Les sociétés actuelles, qu'elles soient occidentales ou non, participent activement à ces pratiques. Par exemple, de nombreux pays en développement aspirent à atteindre un niveau de consommation similaire à celui des pays industrialisés, voyant ce mode de vie comme un symbole de modernité et de réussite sociale. La question alors n'est pas uniquement de savoir si ce système est un vestige colonial, mais plutôt pourquoi il reste si attractif. Le consumérisme est devenu une culture globale, diffusée par les médias, les réseaux sociaux et les

icônes internationales. Son succès réside dans sa capacité à créer des désirs universels, rendant chacun complice dans la course au « toujours plus ».

Ensuite, tu évoques à juste titre la marchandisation de la nature et des données personnelles, mais cela n'est pas limité aux anciens pays colonisés. C'est une conséquence globale de la transition vers une économie numérique et de l'expansion du marché. En fait, dans les pays développés eux-mêmes, les individus sont confrontés à une exploitation commerciale similaire, où leurs informations personnelles sont analysées, vendues et utilisées pour leur vendre encore plus de produits.

Ce phénomène est donc davantage lié à une mutation de l'économie que strictement à un héritage colonial. L'économie numérique actuelle transforme tous les consommateurs, où qu'ils soient, en marchandises. Le défi est donc de repenser cette dynamique, non pas seulement dans une optique de décolonisation, mais de régulation globale.

Quant à l'importation des déchets dans les pays du Sud, elle est effectivement problématique, mais il est important de noter que ces transactions ne sont pas imposées sans consentement. De nombreux pays acceptent ces déchets pour des raisons économiques, en échange de compensations financières ou pour remplir des objectifs de croissance. C'est un choix souvent dicté par des contraintes économiques locales. Bien sûr, ce choix est discutable et soulève des questions éthiques, mais il serait trompeur de le voir uniquement comme une exploitation coloniale. Cette réalité témoigne plutôt d'une hiérarchie économique mondiale où les pays les moins industrialisés se retrouvent, volontairement ou non, à assumer les externalités des plus puissants. La solution passe par des régulations internationales et une responsabilisation des gouvernements locaux pour refuser ces accords dommageables.

Enfin, ton point sur le manque de bonheur dans les sociétés modernes, malgré l'abondance de biens, souligne une réalité intéressante : le consumérisme ne garantit pas le bien-être. Cependant, blâmer ce malaise uniquement sur un modèle hérité de l'Occident peut être simpliste. La quête de satisfaction matérielle est une tendance humaine universelle, qui trouve racine dans des désirs fondamentaux de confort et de statut. Pour que les sociétés modernes se libèrent de cette spirale consumériste, il est nécessaire d'adopter une perspective plus large, où chaque individu, chaque pays, repense ses propres priorités et définitions du bien-être.

En somme, bien que les héritages coloniaux aient influencé la dynamique de consommation actuelle, ce système est aujourd'hui maintenu et renforcé par une acceptation collective, voire un engouement global. Le véritable enjeu n'est peut-être pas de se libérer d'un modèle imposé, mais de reconnaître que chaque société, chaque individu, a un rôle dans le maintien de ce système. Pour réformer ce rapport à la consommation, il est indispensable de promouvoir des valeurs alternatives, une éducation au respect de l'environnement, et une réglementation internationale qui transcende les intérêts économiques locaux ou historiques.

Zeinab Benchakroun :

Effectivement, le consumérisme en tant que modèle n'est pas imposé unilatéralement, que ce soit au sein des pays développés ou dans les pays en voie de développement et c'est le propre de cette forme de colonisation. On pourrait dire que c'est une domination par consentement plutôt que par oppression. Le consumérisme est séduisant. Il se présente comme un choix libre de consommation, un choix agréable (il y a la dopamine de l'acte d'achat), tout en passant sous silence les mécanismes de conditionnement que sont la publicité,

les influences culturelles et sociales, les effets de mode ou le statut lié à la possession. Les consommateurs y participent volontairement et sont avides des dernières tendances. Ils sont en quelque sorte acteurs de leur propre aliénation. En remplaçant les systèmes de sens locaux par les valeurs marchandes, il y a une uniformisation culturelle qui peut nous laisser croire que ce mode de vie est inéluctable.

La critique de la société de consommation n'est pas nouvelle. Dès 1970, le philosophe et sociologue français Jean Baudrillard (22) y a vu une « logique sociale totalisante » au-delà de la simple accumulation matérielle. Selon Baudrillard, il s'agit d'un système de symboles qui donne un sens aux objets achetés pouvant aller jusqu'au fétichisme (marques de luxe) dans une hiérarchie de différences qui influe sur les rapports sociaux (statut, identité, valeurs telles que la réussite, la liberté ou le bonheur). Selon Baudrillard, les consommateurs vivent dans un monde simulé, une forme d'hyper-réalité où les images, marques et médias remplacent la réalité. Les besoins sont en permanence fabriqués avec une obsolescence programmée des objets démodés. L'acte de consommation revient à une adhésion à un ordre social attractif, un ordre devenu aujourd'hui quasi-planétaire grâce à la mondialisation.

Sur ce point, peut-être que la décolonisation des esprits peut participer à faire le travail culturel, politique et social de promotion des visions et valeurs alternatives, intégrant les enjeux environnementaux et sociétaux courants.

9-Quels modèles philosophiques alternatifs pourraient être mis en avant pour promouvoir un mode de vie moins consumériste et plus durable ?

Zeinab Benchakroun :

Le mode de vie consumériste crée des besoins permanents et nous nous retrouvons dans l'impulsion permanente de nourrir une bouche qui peine à se satisfaire. Il s'agit donc de nourrir ce vide en donnant un sens à notre existence sur terre et de trouver notre place parmi les autres, humains, non humains, dans la nature et par conséquent d'être attentif à la qualité de nos relations avec les autres.

Pour cela, l'écologie profonde du philosophe norvégien Arne Naess résitue la nature au cœur de notre attention sur le principe que tous les êtres vivants méritent une égale considération morale. Cela nous aide à nous voir comme faisant partie de la Nature et non comme étant au sommet d'une hiérarchie des êtres vivants. Ainsi, tout ce que nous faisons à la Nature, nous le faisons à nous-même. La science, lorsqu'elle n'est pas cooptée par l'industrie, peut nous apporter des éclairages sur la nature même de la Terre. La théorie de Gaia (développée et prouvée par des modèles mathématiques par le scientifique britannique James Lovelock dans les années 1960) affirme que la Terre est un ensemble d'éléments vivants et non vivants, étroitement liés, qui agit comme un système auto-régulateur. La Terre n'est donc plus ce gros caillou inerte que l'on peut excaver à notre guise. Notre survie s'inscrit dans son système.

Une autre base scientifique à l'écologie, plus récente, reliant biologie, physique et philosophie est la vision systémique de la vie. Le physicien autrichien- américain Fritjof Capra (23) défend une vision holistique de la vie où tout est interconnecté (des cellules aux écosystèmes). Capra critique le réductionnisme scientifique qui se

concentre sur les parties et nous invite à voir les relations et les processus du vivant. Il plaide notamment pour un respect intrinsèque du vivant, non anthropocentré.

La sagesse et la spiritualité des peuples indigènes, où les traditions sont maintenues vivantes à travers des récits, des images et des rituels, nous enseignent l'importance de respecter la Nature et de vivre en harmonie avec elle. La botaniste amérindienne Robin Wall Kimmerer fusionne la science moderne et ses traditions indigènes (24). Kimmerer met en avant la réciprocité avec la Terre, les plantes comme enseignantes, l'écoute de la Nature et la restauration active pour nourrir l'espoir par l'action.

D'autres spiritualités ou religions sont aussi centrées sur la dimension divine de la vie et lorsqu'elles ne sont pas dévoyées (vers le pouvoir, le contrôle et l'exclusion), elles peuvent guider vers une vie plus durable et plus en harmonie avec le vivant. A titre d'illustration, le maître bouddhiste vietnamien et pionnier de l'écospiritualité, Thich Nhat Hanh (25), a ravivé l'engagement du bouddhisme envers la « Terre Mère » du fait de l'interdépendance, de l'analogie entre la pollution extérieure et intérieure (colère, consumérisme) et la nécessité de protéger et régénérer tous les écosystèmes. Un autre exemple est l'islam avec ses fondements de la protection environnementale.

Des chercheurs de Pardee School of Global Studies de Boston University (26) rappellent la sacralité de la nature dans l'islam (les montagnes, les rivières et les animaux sont des "signes" (āyāt) de Dieu, l'obligation de préserver les ressources, de ne pas polluer, de ne pas gaspiller et la responsabilité humaine comme gardiens (khalifa) envers toutes les créatures de la Terre. Enfin, même des visions laïques respectueuses du vivant invoquent la dignité intrinsèque de la

vie sous toutes ses formes comme dans la déclaration des droits de la Terre-Mère (27)

D'une manière générale, le premier pas vers la décolonisation des esprits est de déconstruire l'hégémonie du mono-mythe en s'ouvrant vers la cohabitation de multiples et diverses philosophies et visions du monde. L'auteure indienne Sahana Chattopadhyay (28) emprunte le concept de « pluriversalité » aux Zapatistes qui décrivent « Plurivers » comme un monde où plusieurs mondes coexistent, dans une vision décolonisée de nos futurs. Pour elle, le futur se met au pluriel et s'imagine au pluriel avec le support d'une myriade de cosmologies qui cohabitent pacifiquement et respectueusement.

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, tu présentes ici un éventail inspirant de modèles philosophiques, allant de l'écologie profonde à la théorie de Gaia, jusqu'à la « pluriversalité » des Zapatistes. Ces visions alternatives offrent, sans aucun doute, des perspectives enrichissantes pour sortir de la spirale consumériste. Cependant, bien que séduisantes en théorie, il est crucial de considérer les défis pratiques et les limitations de leur application dans un monde globalisé et économiquement interconnecté.

Tout d'abord, l'écologie profonde d'Arne Naess, avec son appel à une égalité morale entre tous les êtres vivants, nous invite à un renversement radical de notre rapport à la nature. Cette vision holistique est effectivement puissante et essentielle pour ceux qui aspirent à une relation équilibrée avec la planète. Cependant, appliquer ce modèle de façon globale soulève des questions concrètes : comment convaincre des sociétés fortement industrialisées, dont l'économie dépend de l'extraction massive des ressources, de changer fondamentalement de modèle ?

La transformation de nos modes de vie vers une symbiose avec la nature, bien qu'idéliste, reste difficile à envisager dans une économie mondiale où le PIB et la croissance sont des priorités de nombreux gouvernements. En outre, l'adoption d'un mode de vie éco-centré demande non seulement une révolution philosophique mais aussi des sacrifices économiques que peu de pays semblent prêts à accepter.

La théorie de Gaia, que tu mentionnes, suggère que la Terre est un système auto-régulateur, interconnecté et vivant. Cette conception offre un cadre scientifique intéressant, mais elle reste en grande partie théorique et difficile à intégrer dans des politiques concrètes de gestion des ressources. En effet, pour transformer la théorie de Gaia en un modèle de développement durable, il faudrait un changement de paradigme à tous les niveaux de la société, impliquant la politique, l'économie et l'industrie.

Ce changement est confronté à un dilemme : les décisions économiques et politiques à court terme, motivées par les intérêts immédiats, entrent souvent en contradiction avec cette vision à long terme. Par exemple, face aux besoins énergétiques croissants, peu de pays se montrent prêts à réduire significativement leur impact écologique pour honorer la préservation du « système Gaia ».

Quant à la « pluriversalité » des Zapatistes, elle propose une approche fascinante et poétique, en imaginant un monde où plusieurs mondes coexistent. Mais cette vision, aussi belle soit-elle, doit également être confrontée aux réalités géopolitiques. La cohabitation de diverses cosmologies et philosophies nécessite une tolérance mutuelle, une acceptation des différences culturelles, et une ouverture d'esprit que toutes les sociétés ne partagent pas toujours. Les différences d'intérêts, de valeurs et de priorités entre les nations et les communautés sont souvent sources de tensions et de conflits.

La « pluriversalité » devient alors un idéal difficile à atteindre, car elle nécessite un niveau de dialogue et de coopération rarement atteint dans l'histoire humaine. Pour éviter que ce concept ne demeure qu'une utopie, il faudrait des structures internationales capables de promouvoir cette coexistence respectueuse, sans qu'elle soit perçue comme une menace aux identités nationales ou culturelles.

Enfin, la sagesse et la spiritualité des peuples indigènes que tu soulignes sont des trésors inestimables pour enrichir notre rapport à la nature. Cependant, ces valeurs ancestrales, bien que profondes, ne s'alignent pas toujours avec les priorités modernes. La vie contemporaine, façonnée par l'urbanisation, la technologie et la quête de confort matériel, rend complexe l'adoption de ces modes de vie par les sociétés modernes. Même si l'on reconnaît la beauté de ces traditions, une transition à l'échelle mondiale vers un mode de vie fondé sur la simplicité et la communion avec la nature reste complexe, d'autant plus dans un contexte de développement économique et d'aspirations sociales de millions de personnes dans les pays en développement.

En somme, bien que ces philosophies alternatives puissent inspirer des modes de vie plus respectueux de la nature, leur application à grande échelle nécessite des ajustements et des compromis. La décolonisation des esprits, pour être véritablement impactante, doit intégrer non seulement des valeurs éthiques élevées mais aussi des solutions pratiques, adaptées aux réalités de chaque société. La voie vers un monde plus durable se construira peut-être dans l'équilibre entre ces idéaux philosophiques et les contraintes concrètes de notre monde.

Zeinab Benchakroun :

Ces modèles philosophiques ne doivent pas être des utopies, des paradigmes déconnectés des réalités courantes, et surtout pas de nouveaux dogmes. De préférence, ils devraient s'insérer naturellement dans les sociétés modernes : l'éducation pourrait intégrer le respect de l'environnement dans les cursus, les arts et la littérature pourrait susciter la curiosité, l'ouverture et l'exploration de ces idées plurielles, les lois et les structures de gouvernance pourrait reconnaître les droits de la nature, de forêts, rivières, écosystèmes pour les protéger contre la surexploitation et les politiques économiques pourraient intégrer réalités sociales et environnementales (exemple du Green New Deal). Les résistances et les entraves à l'implémentation de ces philosophies sont nombreuses. La transition apparaît aujourd'hui comme l'ascension à mains nues de l'Himalaya. Entre temps, la crise multifactorielle nous appelle à trouver l'équilibre délicat entre un optimisme irréaliste nourri de belles philosophies et un nihilisme résigné par l'ampleur des obstacles.

Il y a aussi le danger que ces philosophies soient cooptées par une élite. Cette dernière peut se retrouver enfermée dans des rêves passifs de « sauver la planète ». Mais la planète doit-elle être sauvée ou est-ce plutôt la vie humaine sur Terre ? Cette élite est souvent déconnectée des urgences sociales, environnementales et géopolitiques. Enfin, cette élite est aussi parfois inconsciente de ses priviléges et d'un racisme sous-jacent d'ethnie ou de classe qui la rend insensible aux souffrances de ceux qui sont différents. Actuellement, le génocide en Palestine a mis au grand jour le silence, l'indifférence et l'absence de solidarité de mouvements environnementaux des pays du Nord. Ces mouvements qui se disent éthiques et défendant la vie ne veulent pas faire le lien entre la colonisation, l'appropriation et l'extraction des ressources d'une part, et l'anéantissement des résistances, la

régression des libertés, l'effritement des démocraties et la montée du fascisme, d'autre part.

Précisément, dans ce contexte, la décolonisation est une invitation non seulement à explorer les perspectives les plus variées mais aussi à analyser, remettre en question, défricher le terrain, sortir des sentiers battus, expérimenter, s'engager dans l'incertain, cultiver le courage, la passion et l'inconfort, savoir s'arrêter et ralentir, écouter et rejoindre des groupes qui soutiennent et qui motivent, agir sans attendre de voir les résultats, accepter de se tromper et de changer ou revenir en arrière, rester humble, espérer et prier.

10-Selon vous, la décolonisation des esprits peut-elle aider à surmonter les intérêts économiques et industriels qui freinent les avancées écologiques ?

Zeinab Benchakroun :

Il est sûr que la colonisation des esprits permet au système dominant de poursuivre ses intérêts hégémoniques au prix de la destruction de la planète. Albert Einstein a dit qu' « on ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré ». La décolonisation des esprits devient presque une nécessité. Mais elle n'est qu'un premier pas. Aujourd'hui, les enjeux existentiels que nous affrontons dépassent le changement de modes de pensée, les révolutions, ou le démantèlement des structures d'oppression. Nous sommes à la veille du point de bascule de l'équilibre planétaire tel que l'humanité le connaît. Nous naviguons donc dans l'inconnu. Le philosophe nigérian Bayo Akomolafe nous invite donc à embrasser cette obscurité et nous préparer à perdre notre chemin. Ici aussi, le futur se conjugue encore une fois au pluriel et l'illumination sera collective ou ne sera pas.

Bayo pose une question post-coloniale qui ne sollicite pas de réponses : « Comment pouvons-nous nous retrouver, pour être ensemble dans l'inconnu, dans le chagrin, dans l'impuissance ? Comment pouvons-nous être là les uns pour les autres lorsque nous trébuchons ? Comment pouvons-nous être là pour ramasser les trésors qui en découlent ? L'impensable nous appelle ».

L'Avocat du Diable, Adnane Benchakroun :

Zeinab, ta perspective sur la décolonisation des esprits et la nécessité de repenser nos modes de pensée face à la crise écologique est puissante et poétique, mais elle reste à mes yeux trop abstraite pour affronter les obstacles réels liés aux intérêts économiques et

industriels qui freinent le progrès écologique. Bien que le changement de mentalité soit essentiel, il n'est pas certain que ce processus suffise à surmonter des intérêts enracinés et des structures qui ont des implications concrètes et immédiates.

Premièrement, il est vrai qu'Einstein a observé la nécessité de nouveaux modes de pensée pour résoudre les problèmes engendrés par les anciens. Cependant, cette vision idéaliste rencontre des limites face aux mécanismes économiques et industriels actuels, qui ne dépendent pas uniquement de la pensée mais de structures bien établies, de profits conséquents et de réseaux d'influence. Les industries fossiles, les grandes corporations technologiques et bien d'autres secteurs ont bâti leur pouvoir sur des décennies, avec des ressources, des infrastructures, et des politiques qui leur permettent de résister aux changements même en cas de pressions externes. Par conséquent, changer les esprits pourrait ne pas suffire sans des politiques fermes et des législations contraignantes qui imposent des mesures concrètes.

Tu évoques l'idée d'embrasser « l'inconnu », comme le propose Bayo Akomolafe, pour affronter cette crise écologique. Cette vision de l'avenir collectif et indéfini peut inspirer une réflexion sur notre interdépendance. Cependant, dans le domaine des actions climatiques, cette philosophie pourrait manquer de direction claire. Les décideurs, les entreprises et les communautés ont besoin de repères précis, de réglementations et d'objectifs pour avancer. Naviguer dans l'incertitude peut certes nourrir la résilience et encourager une pensée collective, mais cela ne remplace pas une stratégie coordonnée et concrète pour agir face à des problèmes urgents. Les émissions de carbone, la déforestation, la pollution des océans – ces problèmes exigent des réponses immédiates, pragmatiques et planifiées, qui ne peuvent reposer sur une acceptation de l'incertitude.

De plus, la décolonisation des esprits, bien qu'inspirante, risque d'être une entreprise à long terme, alors que l'urgence climatique se manifeste déjà. Ce processus de décolonisation est complexe, demandant à chacun de reconsidérer des valeurs profondes, des habitudes culturelles et des croyances bien ancrées. Mais les changements dans les mentalités ne sont pas instantanés. Pour transformer véritablement nos sociétés, il faudrait que cette décolonisation soit accompagnée de mesures économiques incitatives qui modifient les comportements de manière rapide et tangible. Des taxes sur les émissions, des subventions pour les énergies renouvelables, et des politiques d'économie circulaire sont des exemples de mesures concrètes qui, alliées à une prise de conscience décolonisée, pourraient accélérer la transition vers un mode de vie durable.

Enfin, tu parles d'une « illumination collective » pour répondre aux défis environnementaux. Mais il est essentiel de rappeler que les acteurs économiques et industriels qui freinent les avancées écologiques opèrent eux aussi dans un cadre collectif – celui du marché mondial. Tant que ce cadre restera orienté vers la croissance et les profits immédiats, même une illumination collective risque de rester sans impact direct. Les lois du marché et les intérêts économiques devront donc être redéfinis pour que cette « illumination » puisse se traduire en actions concrètes et mesurables.

En somme, la décolonisation des esprits est une démarche profonde et essentielle, mais elle ne suffira pas sans des actions pratiques et des réformes économiques substantielles pour contrer les intérêts établis. L'avenir de notre planète ne se jouera pas seulement dans nos consciences, mais dans nos lois, nos politiques et nos modèles économiques.

Zeinab Benchakroun :

La décolonisation des esprits n'est qu'un élément du puzzle qui peut agir seulement sur le niveau des consciences. Pour lui donner une dimension un peu plus pragmatique, au lieu de le présenter comme une illumination collective, on peut le voir comme un maillage de groupes d'action agissant dans des régions et des domaines divers grâce à des acteurs-leaders de la transformation. Ces acteurs-leaders doivent savoir naviguer dans un monde complexe, dynamique et instable, avec beaucoup d'incertitudes, une interdépendance et une interconnectivité mondiales et qui comporte d'immenses risques socio-économiques, géopolitiques et écologiques (que l'on pourrait parfois voir comme des opportunités).

Dans ce contexte, ces acteurs-leaders devraient développer les capacités d'être des catalyseurs du changement. Ils devraient notamment aller vers une pensée systémique et à long terme, comprendre l'interconnectivité et l'interdépendance, les pressions économiques, sociales et écologiques, ainsi que les liens entre ces systèmes et les forces politiques et économiques, reconnaître comment les changements dans une partie du système affectent le tout, voir l'ensemble sans négliger l'avenir, adopter une approche interdisciplinaire, rechercher activement de nouvelles connaissances, remettre en question les idées reçues et accepter que leurs opinions soient contestées.

Pour être à l'aise dans la complexité, il faudrait qu'ils soient capables de traduire les enjeux complexes et de répondre aux risques, incertitudes et dilemmes, résoudre les conflits et éventuellement identifier et saisir les opportunités. Comme ils ne peuvent pas travailler seuls, la capacité de collaborer est essentielle, d'une manière inclusive, conciliant différentes visions du monde, au sein des communautés et au-delà des divisions géographiques, culturelles et

politiques. L'intelligence émotionnelle aiderait enfin à gérer les émotions complexes qui émergent et renforcer la résilience au niveau individuel et collectif.

Mot final qui n'en est pas un : pour que le monde devienne plus harmonieux, nous devons pouvoir le visualiser, le dessiner, le semer, le façonner, le toucher, le sentir, l'invoquer, le chanter, l'aimer ...

L'écrivaine américaine Adrienne Maree Brown le résume bien ainsi : « La décolonisation commence dans l'imagination. Nous devons désapprendre le monde tel qu'on nous l'a imposé et rêver ensemble celui que nous sentons dans nos os ».

Conclusion – Et si on s'était pris un peu trop au sérieux ?

Arrivés à la fin de ce livre, une question nous hante : mais enfin, qui sommes-nous pour prétendre « décoloniser les esprits » ? Deux Marocains retraités – enfin presque, parce que les retraites, on le sait, sont plus actives que jamais –, armés de quelques lectures, de beaucoup de questions et d'un sens de la contradiction bien affûté, surtout en famille.

D'un côté, Zeinab, infatigable dénonciatrice des structures de domination, allergique au néolibéralisme, au patriarcat, aux films Netflix et au sucre raffiné. De l'autre, Adnane, l'éternel avocat du diable, capable de relativiser jusqu'à l'invention du fil à couper le beurre, avec son café noir et sa petite citation de Montesquieu. Nous avons passé des heures à débattre, souvent à refaire le monde... pour finir par admettre qu'on ne pouvait même pas refaire notre propre cuisine sans désaccord sur l'usage du cumin.

Alors, soyons honnêtes : ce livre ne changera peut-être pas le monde. Il ne fera probablement pas trembler les grandes institutions financières ni tomber les dernières statues coloniales. Il risque même de ne pas être lu par plus de deux personnes (dont une par erreur, en pensant que c'était un roman érotique vu le mot “masturbation” en préambule).

Mais s'il réussit à semer une graine de doute, à faire sourire un lecteur en plein burn-out civilisationnel, à donner envie à une étudiante de lire autre chose que ses polycopiés d'économie mondiale, ou simplement à provoquer un débat autour d'un tajine, alors nous n'aurons pas totalement écrit pour rien.

La décolonisation des esprits, au fond, c'est peut-être moins une croisade qu'un état d'esprit : celui de rester curieux, impertinent, rétif

aux évidences. Et si, entre deux éclats de rire et quelques exagérations de vieux combattants des idées, nous avons réussi à vous faire lever un sourcil critique, alors mission (presque) accomplie.

Et puis après tout, dans un monde où tout est pris au sérieux – y compris les influenceurs en chapeaux de paille qui nous enseignent la spiritualité en 12 stories – un peu d'autodérision ne peut pas faire de mal.

Merci de nous avoir lus. Vous pouvez maintenant reposer ce livre... ou mieux : le prêter à quelqu'un de suspect. On ne sait jamais.

Sources :

- (1) Democracy Incorporated, 2008, Sheldon Wolin
- (2) Global Capitalism and the Crisis of Humanity", 2014, William I. Robinson
- (3) "Decolonizing Science", 2023, UNESCO,
<https://www.un-ihe.org/news/decolonising-science-towards-inclusive-and-ethical-research>
- (4) How much does your country invest in R&D? UNESCO Institute of Statistics,
<https://uis.unesco.org/apps/visualisations/research-and-development-spending/>
- (5) Inégalités des richesses mondiales, 2024, Oxfam,
<https://oxfam.qc.ca/analyse-oxfam-inegalites-richesses-mondiale/>
- (6) The State of Tax Justice, 2023, Tax Justice Network
<https://taxjustice.net/reports/the-state-of-tax-justice-2023/>
- (7) Debt Data Portal, <https://data.debtjustice.org.uk/>
- (8) "The Overselling of Globalization", The New York Times, 2017, Joseph Stiglitz
- (9) La Fabrication du consentement : De la propagande médiatique en démocratie, 1988, Noam Chomsky
- (10) Media Polarization, 2023, Pew Research
- (11) Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict, 2011, E. Chenoweth, M. Stephan
- (12) Experimental Evidence for Tipping Points in Social Convention, 2028, Damon Centola
- (13) Inequality in 1,300 Popular Films, 2021, Dr. Stacy L. Smith, USC Annenberg Inclusion Initiative, <https://annenberg.usc.edu/research/aii>
- (14) Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability, IPCC,
<https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg2/>
- (15) Why Growth Can't Be Green, 2018, Jason Hickel,
<https://foreignpolicy.com/2018/09/12/why-growth-cant-be-green/>
- (16) Tout peut changer : capitalisme et changement climatique, 2015, Naomi Klein
- (17) The Fossil Fuel Industry's Invisible Colonization of Academia". The Guardian 2017, F. Benjamin, S. Geoffrey,
<https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-per-cent/2017/mar/13/the-fossil-fuel-industries-invisible-colonization-of-academia>

- (18) UN Environnement Programme Gap Report, 2023
- (19) Position Paper on Climate Finance, United Nations Climate Change, <https://unfccc.int/>
- (20) COP28 verdict: After 28 attempts, governments finally agree to "transition away" from fossil fuel use, 2023, Global Witness,
<https://globalwitness.org/en/campaigns/fossil-fuels/cop28-verdict-after-28-attempts-governments-finally-agree-to-transition-away-from-fossil-fuel-use/>
- (21) Story of Stuff (L'histoire des choses), 2007, Louis Fox,
<https://www.dailymotion.com/video/xknu6x>
- (22) La société de consommation, 1970, Jean Baudrillard
- (23) The Systems View of Life: A Unifying Vision, 2016, Fritjof Capra
- (24) Tresser les herbes sacrées : Sagesse ancestrale, science et enseignements des plantes, 2021, Robin Wall Kimmerer
- (25) La Terre est ma demeure, 2018, Thich Nhat Hanh
- (26) Faith and Climate Change: The Role of Islam in Environmental Stewardship", 2024, Boston University's Pardee School of Global Studies,
<https://www.bu.edu/pardee/research/faith-and-climate-change/>
- (27) Proposal Universal Declaration of the Rights of Mother Earth, 2010, World People's Conference on Climate Change, <https://pwccc.wordpress.com/programa/>
- (28) Reconstructing the 'Pluriverse' as the Hegemony Unravels, 2024, Sahana Chatopadhyay,
<https://medium.com/age-of-emergence/reconstructing-the-pluriverse-as-the-hegemony-unravels-iv-857154ef26cf>

A B O U T

ZEINAB BENCHAKROUN

Zeinab est passionnée par les êtres humains, leur bien-être, leurs conditions de vie et leur développement. Elle tente de mettre à profit 25 ans d'expérience en tant qu'ingénieur et chef de projet dans divers secteurs et pays (France, États-Unis et Maroc). Son parcours englobe l'industrie bancaire, les programmes sociaux et une association environnementale. Elle s'est ensuite reconvertie dans le coaching et la facilitation, accompagnant les individus et les organisations dans leur quête de sens, de changement de paradigme et de transformation. Elle aime élargir son approche par un apprentissage continu, notamment dans les neurosciences, la somatique, la neurodiversité, la pensée systémique et l'intersectionnalité entre le climat, la société de croissance industrielle et les différentes formes d'oppression. Elle est mère de trois enfants qui ont participé à influencer son cheminement. Ses valeurs s'incarnent dans la philosophie africaine de l'Ubuntu : « Je suis parce que nous sommes ». Ainsi, elle aspire à contribuer à une reconnexion collective à notre humanité, à notre environnement naturel et à notre instinct profond de léguer une planète vivable aux générations futures.



ABOUT ME

Adnane Benchakroun, c'est un peu le MacGyver marocain de l'informatique : diplômé de l'ESIEA Paris (une grande école où on parle beaucoup binaire et peu couscous), il a troqué la programmation pure pour devenir un agitateur d'idées. Entre deux cafés à la menthe, il a cofondé Startup Maroc et lancé le Startup Africa Summit, histoire de prouver que les jeunes pousses marocaines n'ont rien à envier à la Silicon Valley (sauf peut-être la météo, et encore...).

Son CV, c'est un mille-feuille bien garni de responsabilités sérieuses. De 1998 à 2000, il dirige le cabinet du Ministre du Plan (oui, celui qui planifie des trucs). Puis, pendant vingt ans, il s'occupe du Centre National de Documentation – autrement dit, il a dû lire plus de rapports que de romans. Et entre 2020 et 2022, il joue les bons conseillers au Haut-commissariat au Plan, pour aider à faire avancer le pays sans trop trébucher. Toujours en mode multitâche, il reste vice-président de l'Alliance des Économistes Marocains et membre du Conseil national de l'Istiqlal, où il souffle des idées (pas toujours politiquement correctes) sur l'économie du pays.

Côté transmission, il a aussi joué les profs digitaux sur Udemy, expliquant aux apprentis entrepreneurs comment transformer une idée fumeuse en vrai business. Et dès qu'il y a un micro ou une caméra dans le coin, il partage ses analyses économiques avec passion (et quelques tacles bien placés).

Aujourd'hui à la retraite (en théorie), il se reconvertis en patron de presse en pilotant L'ODJ Média, un joyeux bazar multicanal. Et entre deux éditos, il s'essaie à la poésie, à la peinture et à la musique... Bref, Adnane Benchakroun, c'est un senior 4.0 qui ne veut décidément pas rester en veille.

